

# LE CONTRAT DE RÉALISATION DE LA MOSQUÉE D'ALGER SIGNÉ AUJOURD'HUI

## Grand projet, interminables polémiques

**A grand projet, grande polémique. Celui de la Mosquée d'Alger n'a pas échappé à la «tradition». Toutes les étapes de sa réalisation ont donné lieu à d'interminables controverses : choix du terrain, choix des bureaux d'études, la qualité de l'étude en passant par le coût. Qu'à cela ne tienne, la réalisation sera finalement confiée à un groupe chinois.**

**Nawal Imès- Alger (Le Soir)** - Des années après le lancement du premier avis d'appel d'offres, le démarrage des travaux semble devenir une réalité.

Le contrat de réalisation de la Mosquée d'Alger sera officiellement signé aujourd'hui avec le groupe China State Construction Engineering Corporation (CSCEC) chargé de transformer la maquette en l'imposante bâtisse que le président de la République a voulu ériger face à la mer. Le groupe CSCEC a, en effet, raflé la mise pour un mon-

tant de 984 millions d'euros. Il était en lice aux côtés d'un groupe libano-italien et d'un groupe algéro-espagnol qui ont été écartés. Les Chinois devront réaliser la méga-structure dans un délai de quatre ans. Les ambitions sont clairement affichées. Le projet est colossal : minaret de 270 mètres de hauteur, surface de plus de 400 000 m<sup>2</sup>, capacité d'accueil de 120 000 fidèles, bibliothèque d'une capacité de 2 000 places, salle de conférences de 1 000 places, musée d'art et d'histoire islamiques, centre de

recherches historiques, locaux commerciaux, restaurant, parking de 6 000 places. Douze bâtiments indépendants seront au final implantés sur un terrain de 20 hectares, à Mohammadia. Le choix de cet emplacement a été au cœur d'une autre polémique. La nature du sol, ont affirmé des spécialistes, n'était pas compatible avec une structure aussi imposante. Une affirmation qui, tel un pavé dans la mare, avait forcé plusieurs membres du gouvernement à intervenir pour apporter la contradiction. Le ministre de l'Habitat, volant au secours de son homologue des affaires religieuses, avait alors affirmé qu'effectivement, des études approfondies avaient été recommandées par le groupe allemand KSP-KUK (Engel und Zimmermann GmbH et Krebs und Kiefer International GmbH & Co), ajoutant que «tout Alger est construit sur la côte, pourquoi pas la Grande Mosquée ? C'est un sol comme un autre et c'est l'envergure de la construction qui nécessite des études poussées» et qu'«il n'existe pas de sol inconstruisible».



Photo : DR

Certes, les sols sont différents, il existe des sols difficiles et des moins difficiles, mais tous sont constructibles, il suffit d'y mettre les moyens financiers et techniques

adéquats». Avec la signature aujourd'hui du contrat de réalisation, toutes les polémiques cesseront-elles ? Rien n'est moins sûr...

N. I.

### REPORT DE LA DATE DU BAC

## Le Cnapest dit non

**De nouvelles mesures pour lutter contre l'absentéisme des élèves des classes terminale devront étre mises en place. Le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) a déjà fait part de ses propositions au ministère de l'Education nationale qui a pris note.**

**Salima Akkouché – Alger (Le Soir)** – Rétablir l'assiduité des élèves des classes de terminale est visiblement le nouveau cheval de bataille des syndicats de l'éducation. Le Cnapest qui s'est réuni, dimanche, avec des représentants du ministère de l'Education nationale s'est prononcé contre le report de la date des examens du bac qui auront lieu le 3 juin prochain.

«Il n'y a pas lieu de reporter les dates des examens, les établissements scolaires ayant enregistré des retards en raison des intempéries ont suffisamment de temps pour rattraper les cours, notamment en exploitant les journées des mardi et samedi ainsi que la première semaine des vacances du printemps. Nous sommes encore loin de la date du 3 juin. S'il y a réellement une nécessité, les wilayas concernées peuvent exploiter la première quinzaine du mois de mai», a indiqué Nouar Larbi, coordonnateur du Cnapest. Pour justifier son refus du report de la date des

examens, le syndicat estime que si la date des examens est reportée, les corrections auront lieu au mois de Ramadan.

«Ça ne sera pas dans l'intérêt des élèves, car les enseignants ne seront pas en mesure de bien se concentrer», estime le syndicat qui souligne que les élèves des établissements du Sud seront les plus pénalisés, en raison des conditions climatiques de la région, si le bac est programmé au-delà du 3 juin.

Le syndicat, de crainte de voir les élèves des classes de terminale boycotter les cours de rattrapages, fait appel aux parents d'élèves afin de veiller à ce que leurs enfants assistent à ces cours. «Ces cours ne sont pas facultatifs. Les élèves doivent assimiler tout le programme pour affronter l'université avec un certain niveau. Notre souci est d'envoyer des élèves aux universités avec un niveau scientifique élevé», a indiqué le chargé de l'information du Cnapest qui souligne que les élèves de la troisième

année secondaire, conscients que leurs notes annuelles ne sont pas éliminatoires pour le bac, ont tendance à se concentrer uniquement sur l'examen final, voire souvent s'absenter. Ainsi, afin de lutter contre l'absentéisme des élèves, le Cnapest a proposé deux formules au ministère de l'Education nationale.

Faire une pré-inscription pour le bac au début de l'année scolaire avant une inscription finale au troisième trimestre ou revenir au système de fiches de synthèse pour le rachat. «Prendre en compte l'assiduité dans la note du baccalauréat obligera les élèves à être présents aux cours», estime le Cnapest. Le département de Benbouzid a donné son aval pour tenir d'autres réunions aux fins de négocier ces points à même de régler le problème de l'absentéisme, a déclaré le syndicat.

Par ailleurs, une rencontre est prévue, demain mercredi, entre le ministère de l'Education nationale, les représentants de la Fonction publique et les différents syndicats du secteur afin d'apporter les dernières retouches au statut particulier des travailleurs de l'éducation, avant de le transmettre au gouvernement pour signature.

S. A.

### EL HADI KHALDI, MINISTRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE :

## «Nous devons réviser notre copie»

Le ministère de la Formation professionnelle s'est, enfin, rendu compte qu'il faudrait revoir sa politique. Et, qu'il faudrait passer d'une approche sociale basée sur l'offre de formation à une approche économique basée sur la demande du marché afin de s'assurer de débouchés pour ses diplômés.

Hier, à la faveur d'une réunion avec les représentants des ministères de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Industrie et du Tourisme, secteurs d'une grande valeur ajoutée et fortement pourvoyeurs d'emplois, en plus des représentants des différentes agences d'aide à l'emploi de jeunes, le ministre de la Formation professionnelle, El Hadi Khaldi, a mis sur la table un projet de guide pour le candidat à la formation professionnelle. Un texte à enrichir justement par lesdits ministères pour mieux accompagner les demandeurs de formation à choisir des métiers et spécialités qui offrent des perspectives sur le marché de l'emploi.

Le principe est d'accompagner l'élève de l'établissement de formation professionnelle, y compris pour devenir son propre patron, bénéficier des dispositifs d'aide de l'Etat en matière de création de PME, monter son entreprise et l'entretenir sur le marché. Les cellules de conseil et d'orientation dans les établissements de formation professionnelle et d'enseignement professionnel, instituées par le décret exécutif 11-333 du 19 septembre 2011 et qu'on installe au fur et à mesure, assureront le rôle d'une sorte de guichet unique où un élève devrait, explique-t-on, y bénéficier de «conseils pour choisir une spécialité et trouver par la suite un emploi ou, le cas échéant, monter une entreprise».

Ainsi, le département d'El Hadi Khaldi a introduit un nouveau module dans le cursus professionnel de ses élèves à savoir, l'entrepreneuriat.

Un module devant être dispensé à partir de la rentrée prochaine en octobre. «Le contenu de module aidera les élèves à apprendre comment monter une entreprise, qu'est-ce que la fiscalité, quelles sont les dispositifs d'aides de l'Etat en matière de création d'entreprise... Le guide leur permettra de bien s'informer sur les offres de formation et leurs débouchés sur le marché et je souhaite que ce guide soit fin prêt avant la prochaine rentrée professionnelle», déclarera-t-il. Et d'ajouter : «Les ministères de l'Agriculture, de l'Industrie, de la Pêche et du Tourisme auront à nous définir les besoins du marché et nous montrer les débouchés possibles pour l'insertion professionnelle sur le marché de nos diplômés».

L. H.

### WORKSHOP SUR LE THÈME DU GAZ DE SCHISTE

## Dès cette année, les premiers forages de gaz de schiste en Algérie

**Depuis hier, se tient au Centre des conventions d'Oran une rencontre workshop sur le thème du gaz de schiste avec la participation de plus de 300 personnes venant du monde de l'industrie pétrolière et gazière comme les grandes compagnies Total, Repsol, Statoil, Sonatrach, et une pléiade d'experts et de bureaux d'analyses ainsi que nombre d'universitaires.**

Organisée par l'Association algérienne de l'industrie gazière (AIG), cette rencontre de deux jours se veut un cadre de débat et d'échanges sur la question du gaz de schiste, décrié dans les pays occidentaux en raison des risques de contamination pour l'environnement, notamment l'eau. Si à l'étranger, la mobilisation des opinions publiques et des ONG de protection de l'environnement ont pu

bloquer les exploitations de gaz de schiste dans des pays comme la France ou du moins tenter de remettre en cause les périmètres à exploiter par les compagnies aux Etats-Unis et au Canada, en Algérie la situation n'en est pas là.

En effet, tout en insistant sur la nécessité pour notre pays de se lancer dans la production de gaz de schiste — les réserves seraient

de 4 000 TCF, ce qui est considérable et fait du sous-sol algérien l'un des réservoirs de gaz de schiste les plus importants —, le ministre de l'Energie s'est voulu avant tout rassurant.

Venu assister à l'ouverture des travaux, Youcef Yousfi dira : «Il n'y a pas d'emploi du temps, nous avons un potentiel considérable pour les énergies non conventionnelles et nous sommes seulement en train d'en faire l'évaluation.» Ce dernier estimera encore, en s'adressant à la presse, qu'«il faut construire des projets pilotes pour voir quelles sont les conditions à réunir pour exploiter le gaz de schiste... Nous continuons les études d'évaluation à travers tout le territoire national pour savoir s'il est possible de l'exploiter. Nous uti-

lisons depuis 25 ans la technique de fracturation, ce n'est pas quelque chose de nouveau». Par ailleurs, nous apprenons que dans le courant de 2012, l'Algérie va lancer plusieurs forages de gaz de schiste dans le Sud-ouest algérien.

Durant les conférences, nombre de questions ont été abordées par les experts autour des techniques de production du gaz de schiste, des cadres réglementaires à mettre en place, notamment en Algérie, dans la perspective du développement du gaz conventionnel. Car pour l'Algérie, la maîtrise technologique et l'accès aux ressources financières seront cruciaux pour attirer les partenaires dans ce domaine.

Fayçal M.